

Abandon de deux (02) charges contre Blé Goudé par le Procureur Bensouda : quelles implications ?

Dans l'intervalle avant la reprise, le 1^{er} octobre 2018, le procès Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé connaît plusieurs évolutions qui accentuent les épilogues sur l'issue probable de ce procès. Le lundi 23 juillet, les Conseils de Messieurs Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé requéraient un jugement d'acquittement portant sur toutes les charges en faveur de leurs clients et leur mise en liberté immédiate. En réaction à cette requête, le Procureur Bensouda a affirmé, ce lundi 10 septembre 2018, ne pas s'opposer au retrait de deux (02) charges contre Charles Blé Goudé, liées à la « tuerie des femmes du 03 mars 2011 » et au « bombardement du marché Siaka Koné, du 17 mars 2011 ».

Cette réaction du bureau du Procureur suscite bien des interrogations. Le procureur instruisant à charge et à décharge, pourquoi n'a-t-elle pas d'office demander l'annulation de ces charges à l'encontre de Monsieur Blé Goudé, plutôt que d'attendre que la défense le fasse ? Une telle démarche aurait constitué un gage de procès équitable et de respect du principe de la présomption d'innocence prévu à l'article 66 du statut de Rome. Le Procureur témoignerait ainsi de son impartialité.

Du reste, l'on espère que le Procureur est convaincu des autres charges (« attaques liées aux manifestations devant le siège de la RTI (du 16 au 19 décembre 2010) » et « l'attaque sur Yopougon (le ou vers le 12 avril 2011) »). Le Procureur pourrait l'être ou pas. L'important serait de faire l'économie du temps et des moyens au profit des intérêts des victimes et des droits de la défense, et que la vérité puisse se manifester.

Au demeurant, un tel développement, à quelques semaines de la réouverture de ce procès, semble être un avantage pour la défense de Monsieur Charles Blé Goudé qui aura dorénavant moins de charge à défendre.

Par l'Equipe de l'Observation de procès

Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH)

L'observation des procès post crise en Côte d'Ivoire est une initiative de l'OIDH, avec le soutien financier de American Jewish World Services (AJWS) et de TrustAfrica.